

505 L H 4 24 / 25

712

(1944)

A

Rétablissement de la rémunération à forfait  
dans les marchés de réparation de matériel moteur et roulant

(s) C.A. 27.12.44 III 1°

du 27 décembre 1944

Question III - Marchés et commandes

1°) Marchés pour la réparation de locomotives  
et tenders par divers constructeurs

M. CLAUDON rappelle que les 6 marchés en cause prévoient la révision des prix - basée que les conditions économiques de mai-juin 1944 - pour tenir compte des variations de salaires. Or, un arrêté du 11 novembre 1944 interdit de faire état, pour le jeu de la formule de révision des augmentations de rémunération accordées le 1er septembre. Sans doute, l'article 5 de cet arrêté prévoit-il la possibilité de certaines dérogations. Mais aucune décision n'est encore intervenue à cet égard. Dans ces conditions, les contrats, de l'avis du Comité des Marchés, ne sauraient être approuvés que sous la réserve expresse que la formule de révision qui y est inscrite ne jouera que dans les limites qui seront ultérieurement fixées.

Cette réserve étant supposée admise, il convient de souligner le caractère particulier des marchés qui, en raison du nombre important de réparations à effectuer et de leur urgence, confient celles-ci à des entreprises spécialisées jusqu'ici dans les constructions de matériel. Il en résulte que, les installations étant mal appropriées et le personnel peu habitué à des travaux de cette nature, il n'a pas été possible d'adopter, pour fixer la rémunération des entrepreneurs, le forfait d'usage basé sur des barèmes-temps. Les travaux seront exécutés en régie, à des prix horaires sensiblement plus élevés que ceux des réparateurs habituels.

La remarque a été faite devant le Comité des Marchés que, si les réparations qui vont être confiées aux constructeurs sont actuellement relativement peu importantes puisqu'on commence par les machines les moins avariées, le moment viendra où ceux-ci auront à effectuer de grosses réparations, comportant des travaux se rapprochant beaucoup de ceux exigés pour la construction : n'y aura-t-il pas lieu alors de revenir à la rémunération à forfait ? Le Service a indiqué que telle était bien son intention avant même l'échéance des marchés.

Le Comité a relevé, d'autre part, que la Société Franco-Belge, entreprise dont les conditions sont les moins onéreuses, est celle à laquelle serait attribué le plus faible volume de commandes. Le Service a donné l'assurance que cela tenait au seul fait que cette Société se trouve dans l'impossibilité d'absorber des commandes plus importantes; elle recevra toutes celles qu'elle pourra exécuter.

En définitive, malgré les prix élevés auxquels il est proposé de traiter et sous la réserve de principe concernant le jeu de la clause de révision, le Comité des Marchés, tenant compte des justifications qui lui ont été fournies, est d'avis que les marchés doivent être approuvés.

M. CRAPIER enregistre avec satisfaction l'assurance donnée par M. CLAUDON que la S.N.C.F. entend en revenir le plus rapidement possible à la formule de l'exécution à forfait.

Cette règle doit valoir non seulement pour les réparations de matériel, mais aussi pour tous autres travaux confiés à l'industrie privée, car l'expérience montre que les travaux en régie peuvent donner lieu à des abus.

.....



.....  
M. CLAUDON - Ces marchés présentent une particularité par rapport à ceux dont vous avez connu antérieurement. Pour ses réparations de locomotives et de tenders, la S.N.C.F. s'adresse généralement à des industriels spécialisés; elle a fait appel à eux, mais leurs ateliers travaillent à plein et ils ne peuvent accepter d'autres commandes. Or il y a encore de très nombreuses réparations à effectuer. Comme d'autre part, il est difficile actuellement de construire des locomotives neuves, la S.N.C.F. s'est adressée pour ces réparations à des constructeurs de locomotives, .....

Les installations de ces entreprises ne sont pas appropriées pour le travail de réparations, elles sont pléthoriques sur certains points et mal adaptées sur d'autres, en particulier en ce qui concerne les fosses de visite. Les constructeurs n'ont que de petites fosses qui servent au réglage final, mais pas de fosses importantes qui sont nécessaires pour les réparations. D'autre part, leur personnel n'est pas habitué à ce genre de travail et il est assez difficile de déterminer à l'avance le temps nécessaire pour une réparation. D'habitude, les réparateurs sont rémunérés en appliquant un certain prix horaire à des temps fixés par un barème qui résulte de l'expérience et qu'on appelle le barème temps.

Pour savoir par quel prix horaire il faut multiplier les heures du barème temps on opère de la façon suivante : étant donné ce que coûtent les heures prises en considération, c'est-à-dire les heures des ouvriers chargés des réparations elle-mêmes (supposons, pour fixer les idées, que ces salaires soient de 100.000 fr) on constate que, pendant ce temps, les frais généraux de l'entreprise s'élèvent, par exemple, à 250.000 fr; le prix de revient total est donc de 350.000 fr auxquels il faut ajouter un bénéfice que nous supposons être de 25.000 fr. Donc, aux 100.000 fr de salaires payés aux ouvriers qui travaillent, correspond un prix global de 375.000 fr. C'est, par conséquent, le coefficient de 3,75 qu'il faut appliquer à l'heure d'ouvrier

pour obtenir la somme à payer à l'entreprise. Si le prix de cette heure est, par hypothèse, de 15 fr, on obtient ainsi le chiffre de 57 fr et c'est par ce chiffre qu'il faut multiplier le nombre d'heures allouées par le barème temps pour déterminer le montant total de la rémunération, sous réserve, cependant, de la correction ci-après : le barème temps est un barème type qu'il faut adapter pour chaque industriel. On constate en effet, que les entreprises arrivent à réaliser un certain boni sur les temps fixés par le barème temps. Il serait donc normal de conserver le prix horaire global que l'on a obtenu et de le multiplier par le nombre d'heures fixé par le barème temps réduit en fonction de ce boni. Or, en réalité, on n'opère pas ainsi. On conserve le nombre d'heures du barème temps et c'est le prix horaire lui-même que l'on réduit; on passe ainsi du prix de l'heure passée au prix de l'heure allouée.

Si je vous donne ces explications qui paraissent peut-être un peu compliquée, c'est parce qu'il est fait, à la page 5 de la note, qui vous a été distribuée, une allusion à cette différence entre le prix payé à forfait et le prix payé en régie. Si, après avoir calculé ce prix réduit qu'on appelle le prix de l'heure allouée, on veut, par la suite, supprimer l'application du barème temps et faire état du temps effectivement passé au travail, il faut remajorer le prix de l'heure allouée pour revenir au prix de l'heure passée et alors on a l'impression d'un tour de passe passe. Si l'on compare les prix de régie qui vous sont indiqués avec les prix à forfait, il faut majorer ces derniers pour tenir compte du boni. C'est la conséquence du procédé que je viens de vous indiquer et qui consiste à conserver le barème temps au lieu de le réduire pour tenir compte du boni, la réduction portant sur le prix horaire.

Sous le bénéfice de ces explications, on a été amené à accepter, pour l'exécution des travaux de réparation par des constructeurs qui sont mal qualifiés pour les exécuter, des prix assez élevés. Cependant, les comparaisons qui vous sont indiquées dans la note montrent que ces prix sont acceptables, compte tenu de la comparaison avec les prix alloués aux réparateurs.



Deux observations ont été présentées devant le Comité des Marchés. La première concerne la nature des opérations qu'on confiera à ces constructeurs. Jusqu'à maintenant, ces réparations ont été très variées : il y a même eu de très petites réparations, mais on approche du moment où il s'agira de grosses réparations et il sera certainement beaucoup plus facile alors de revenir au marché à forfait. Le Service nous a donné l'assurance que son intention était de revenir le plus rapidement possible au marché à forfait. La durée de ces marchés s'étend jusqu'au 30 novembre 1944 avec 3 reconductions possibles de 4 mois, c'est-à-dire qu'ils peuvent être prolongés jusqu'au 30 novembre 1945. Mais le Service espère revenir au forfait avant cette échéance.

.....

M. CRAPIER - J'enregistre avec satisfaction l'assurance donnée par M. CLAUDON que les Services de la S.N.C.F. vont s'orienter vers la rémunération à forfait. Je voudrais que le Conseil d'Administration revoie cette question, non seulement pour les marchés de réparations mais pour tous les autres marchés. J'ai déjà eu l'occasion de signaler certains abus dans les travaux en régie et nous serions désireux que le Conseil d'Administration s'oriente vers les travaux à forfait.

M. LE PRESIDENT - Je crois que tout le monde est d'accord sur ce point. L'exécution des travaux en régie ne peut se justifier que pour parer à des situations tout à fait exceptionnelles et temporaires. Il faut adopter, en règle générale, la rémunération à forfait, parce que l'exécution des travaux en régie présente le grave inconvénient d'être souvent une régie désintéressée, l'entreprise n'étant pas incitée à une exécution correcte du travail.

.....